

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13331 Marseille

Marseille, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Dépôt du Port de la Pointe
13130 Berre-L'étang

Références : D-2025-0381
SPR/2026-026
Code AIOT : 0006400988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006400988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du

polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),

- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Au niveau du Port de la Pointe, LBSF reçoit, stocke et expédie des gaz inflammables liquéfiés et des liquides inflammables. Le site comprend notamment les installations suivantes :

- un parc de stockage de gaz (propylène, butadiène, coupes C4, butane, propane),
- un parc de stockage de liquides inflammables / combustibles,
- trois appontements pour navires.

La réception et l'expédition de produits se fait aussi via des pipelines.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Demande d'action corrective	1 mois
4	Visites de routine	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Visites quinquennales	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Qualification des opérateurs chargés des visites de routine	Guide DT-94 de décembre 2015, paragraphe 9.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Contenu de la notice de réexamen EDD	Avis ministériel du 08/02/2017, article II.6	Demande d'action corrective	<i>Prochain réexamen</i>

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
3	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
6	Visites décennales	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4	Sans objet
8	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 25 juin 2025 portait sur le « plan de modernisation des installations industrielles » (PMII), c'est-à-dire la maîtrise du vieillissement d'installations sensibles, telles que les réservoirs de stockage de liquides inflammables par exemple.

En 2015, l'un des réservoirs du Port de la Pointe avait connu une perte de confinement qui avait conduit l'inspection des installations classées à demander une tierce expertise du PMII, remise en 2019.

Lors de l'inspection du 25 juin 2025, les dossiers de deux réservoirs ont été étudiés plus en détail : celui du bac ayant connu une fuite en 2015 (T403-05) et un autre (T722), choisi par sondage par l'inspection. Deux observations principales ressortent :

- d'une part, le dossier de suivi des réservoirs ne contient pas les éléments exigés réglementairement mais l'exploitant a été en mesure de retrouver par ailleurs ces éléments ;
- d'autre part, des désordres mineurs ont été relevés au pied des deux bacs, sans que ces désordres n'aient été relevés lors des visites de routine, et donc sans que le service inspection en ait été avisé et puisse juger de l'opportunité d'un suivi spécifique de ces désordres avant l'intervention d'éventuelles réparations. Une clarification des circuits de validation des rapports et des interventions semble nécessaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – Recensement 03-10-10
Prescription contrôlée : Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection [...].
Constats : En amont de la visite d'inspection, l'exploitant avait transmis la liste des réservoirs du Port de la Pointe suivis au titre du PMII. Cette liste était cohérente avec celle figurant dans la notice de réexamen de l'étude de dangers du site. L'inspection s'est interrogée sur 3 bacs de stockage, qui n'étaient pas inclus dans le périmètre. L'exploitant a présenté les FDS des deux produits concernés, dont les mentions de dangers permettent de confirmer que ces bacs ne sont pas concernés par un suivi au titre du PMII. L'exploitant a également confirmé qu'il ne disposait pas de bac de slops sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Examen d'un dossier de réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – Dossier de suivi 03-10-10
Prescription contrôlée : Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont

disponibles :

- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;
- volume du réservoir ;
- matériaux de construction, y compris des fondations ;
- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;
- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;
- dates, types d'inspection et résultats ;
- réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 25 juin 2025, l'inspection a sélectionné par sondage deux réservoirs pour lesquels les dossiers ont été consultés, les bacs T403-05 et T722.

Les dossiers présentés (en format papier) contenaient une page d'historique, censée contenir les informations principales relatives aux bacs. Toutefois, certaines informations attendues dans un dossier de réservoir ne figuraient pas et d'autres n'avaient pas été actualisées. L'exploitant a néanmoins été en mesure de retrouver les informations demandées au travers des rapports d'inspection des bacs.

Pour préciser, lors de l'inspection :

- pour l'un des dossiers, il était mentionné l'année 1970, sans préciser s'il s'agissait de l'année de construction ou de mise en service ; le code de construction n'est pas mentionné, sans justification ;
- pour l'un des deux bacs, le volume du réservoir semblait très arrondi par rapport à celui figurant dans les rapports et affiché sur le terrain ;
- les matériaux de construction n'étaient pas précisés (ils l'étaient dans le plan d'inspection) ; la nature des fondations n'était pas décrite ;
- la présence d'un revêtement interne n'était pas spécifiée : l'exploitant a indiqué qu'un revêtement avait été mis en place suite à la précédente inspection décennale (confirmé par les rapports consultés), mais sur le plan d'inspection, la mention "revêtement interne" était cochée « non » ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale n'était pas mentionnée ; en revanche, la date de la dernière épreuve hydraulique y était (et l'exploitant a présenté le procès verbal de cet essai) ;
- la famille de produits pour laquelle les réservoirs étaient initialement autorisés était mentionnée, sans indiquer les changements ultérieurs de produits stockés ;
- il n'y avait pas de synthèse des inspections réalisées et de leurs résultats ;
- certaines réparations étaient mentionnées, sans rappeler les codes utilisés en référence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant établit une fiche de synthèse relative à chaque réservoir avec toutes les informations attendues au titre de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Il transmet sous ce même délai les fiches-dossier actualisées des réservoirs T403-05 et T722, consultés lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – Plan d'inspection 03-10-10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des visites de routine ; - des inspections externes détaillées ; - des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les plans d'inspection des réservoirs T403-05 et T722.</p> <p>Ils prévoient la réalisation de visites de routine annuelles, d'inspections externes détaillées (ED) tous les 5 ans, et d'inspections hors exploitation détaillées (VI) tous les 10 ans.</p> <p>Le plan d'inspection indique, pour chaque partie du réservoir (toit, virole n°..., etc.), la méthode d'inspection à mettre en œuvre. Les épaisseurs nominales des tôles et la nature des aciers sont aussi précisées. Le plan d'inspection prévoit aussi la fréquence de certains contrôles non destructifs.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la programmation des différentes inspections de réservoirs était préparée dans le cadre des « tournées sécurité », encadrées par une procédure spécifique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Visites de routine

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – Visites de routine 03-10-10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.</p>

Constats :

Consigne encadrant les visites de routine

L'exploitant a présenté la consigne référencée CPO/744 de « Surveillance des réservoirs et des cuvettes associées » du Port de la Pointe. Cette consigne décrit le déroulement et les suites données aux visites de routine : éventuels contrôles complémentaires par le service inspection, éventuelle saisine du service maintenance pour des demandes de travaux (réparations).

Il apparaît toutefois que la chaîne de transmission des informations n'est pas clairement établie dans la consigne. L'exploitant a confirmé que cette procédure était en cours de révision pour clarifier ce point.

Par exemple, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que, si un petit désordre était constaté, le service maintenance était saisi directement pour la réparation, possiblement avant transmission de l'information au service inspection. En revanche, pour un désordre d'ampleur plus conséquente, l'exploitant a confirmé que le service inspection se chargeait d'analyser la situation et de préciser les actions de maintenance à entreprendre. Cette distinction de circulation de l'information n'était pas formalisée dans la procédure.

De plus, selon la consigne, l'appréciation de la nécessité de demander une intervention au service maintenance repose seulement sur l'opérateur.

Rapports de visites de routine

La trame des visites de routine des réservoirs du Port de la Pointe est très similaire à celle présentée en annexe 4 du guide DT-94.

- T403-05

L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de visite de routine du bac T403-05, datés du 28/10/2023 et du 17/11/2024. Aucun des deux rapports ne mentionnait de désordre. Les rapports étaient signés par les opérateurs du Port de la Pointe ayant réalisé la visite. Une case « validation » des rapports est bien prévue, mais elle n'avait pas été renseignée.

Lors de la visite des installations, l'inspection a pu constater que ponctuellement (2 endroits, diamètre d'environ 5 cm), le revêtement extérieur de l'acier (peinture) s'écaillait. L'exploitant a indiqué avoir été informé de la situation et avoir programmé la réparation pour 2026. En l'absence de report dans les compte-rendus de visites de routine, le service inspection n'était pas informé de cette situation. Sans présumer du caractère critique ou non de cette situation, l'inspection s'interroge sur l'absence de report de cette information dans les rapports de visite de routine et à l'absence de communication auprès du service inspection.

- T722

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le dernier rapport de visite de routine du bac T722, daté du 15/06/2025 (soit 10 jours avant la visite d'inspection). Il ne mentionnait aucun désordre. De la même façon, il était seulement visé par l'opérateur ayant réalisé la visite.

Lors de la visite des installations, de la végétation était présente sur une partie du tour de la tôle de dépassée, sur l'assise en béton du bac T722. Sans présumer du caractère critique ou non de cette situation, l'inspection s'interroge sur l'absence de report de cette information dans le rapport de visite de routine et sur l'absence d'intervention alors que le bac a été contrôlé 10 jours auparavant (d'après le rapport présenté par l'exploitant).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet la procédure CPO744 révisée, de manière à garantir la maîtrise et le suivi du vieillissement des installations au travers des visites de routine, notamment par la fiabilisation du circuit d'information des différents services concernés.

Il transmet dans les mêmes délais le détail des actions programmées afin de réparer les quelques

<p>zones dégradées en pied du bac T403-05, ainsi que tout élément permettant de justifier que ces actions seront bien effectuées.</p> <p>Il transmet enfin dans les mêmes délais des photographies datées du pied du bac T722, afin de justifier du retrait de toute végétation en pied de bac (notamment côté sud).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Visites quinquennales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – Visites externes détaillées 03-10-10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection.</p> <p>Ces inspections comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ; - une inspection visuelle de l'assise ; - une inspection de la soudure entre la robe et le fond ; - un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ; - une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ; - l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ; - des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. <p>Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.</p> <p>29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le procès verbal (PV) établi à l'issue de la dernière visite externe détaillée du réservoir T403-05. Le PV est signé du 13/01/2022.</p> <p>L'inspection visuelle externe approfondie est menée pour chaque partie du réservoir (viroles, piquages, etc.). Le PV du 13/01/2022 conclut au « bon état » de chacune de ces parties.</p> <p>Le PV reprend aussi la conclusion des trois types de contrôles non destructifs menés sur le réservoir : contrôle de géométrie, contrôle par ultra-sons (notamment toit et tôle de bordure) et scan de la paroi. Les résultats de ces essais (présentés par l'exploitant) se trouvent tous dans les marges d'acceptabilité prévues, les résultats sont qualifiés de conformes au regard du plan d'inspection du bac.</p> <p>En conclusion, le PV confirme que le bac peut être maintenu en exploitation jusqu'à la prochaine inspection hors exploitation détaillée.</p>

Concernant la validation des résultats des contrôles, l'inspection note que les différents contrôles non destructifs ont été réalisés en amont du procès verbal, mais qu'ils ont, pour certains, été validés après. Par exemple, le contrôle par ultrasons de la tôle de bordure a été réalisé le 13/01/2022 (à la même date que le PV global de l'inspection quinquennale) par un contrôleur certifié, mais ce rapport de contrôle par ultrasons a été « vérifié » le 17/01/2022 par l'entreprise ayant réalisé le contrôle, puis signé par un inspecteur Lyondell (sans mention de date). Le même type de décalage a été relevé sur le contrôle de géométrie par exemple. Sans présumer d'une non-conformité, ce point interroge l'inspection quant aux procédures internes et à leur mise en œuvre pratique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet la procédure encadrant la validation des inspections externes détaillées avant poursuite de l'exploitation d'un réservoir (rôle des différents intervenants, niveaux de vérification et de validation des contrôles, analyse des résultats, réception des différents contrôles et éventuels travaux de réparation...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Visites décennales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – Visites hors exploitation détaillées 03-10-10
Prescription contrôlée : 29-4. Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima : <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ; - une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ; - des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ; - le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ; - des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

Constats :

L'exploitant a présenté le procès verbal établi à l'issue de la dernière visite hors exploitation détaillée du bac T403-05.

Le PV a la même forme que celui établi à l'issue des visites externes détaillées (quinquennales) : les résultats des contrôles et les réparations menés pour chaque partie du réservoir (viroles, piquages, etc.) sont décrits. Si des interventions sont réalisées, les références du dossier correspondant sont reportées dans le PV.

Le PV de la dernière inspection du réservoir T403-05 confirme notamment : que le puits de purge a été supprimé (équipement à l'origine de la fuite détectée en 2015), que le fond et la première virole ont été remplacés, qu'un revêtement interne a été mis en place, que les soupapes ont été révisées et qu'un essai hydraulique a été réalisé le 12 décembre 2016 (suite au remplacement du fond).

En conclusion, le PV daté du 22 juin 2017 confirme que « La visite externe / interne est satisfaisante. Cet appareil peut être remis en service ».

L'exploitant a également présenté le procès verbal établi à l'issue de la dernière visite hors exploitation détaillée du bac T722. Le PV est daté du 15/11/2021. Il confirme que le fond et la première virole ont été remplacés, qu'un revêtement interne a été mis en place, et que des patchs ont été posés sur le toit. Le PV conclut que « l'appareil peut être remis en service ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Qualification des opérateurs chargés des visites de routine

Référence réglementaire : Guide DT-94 de décembre 2015, article 9.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs - Qualification et référentiel des visites 03-10-10

Prescription contrôlée :

Le guide DT-94 de décembre 2015 est reconnu par le ministère, conformément aux dispositions de l'article 29-6 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 : « Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé du développement durable, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes. » C'est la décision du 18 février 2016, référencée NOR DEVP1600051S, qui acte la reconnaissance de ce guide par le ministère.

Contenu du guide DT-94 (décembre 2015) :

9. Personnels en charge du suivi des réservoirs

9.1. Qualification

9.1.1. Opérateurs

Personnels internes ou externes dûment qualifiés pour les visites de routine.

Constats :

L'exploitant a expliqué que les opérateurs chargés de la réalisation des visites de routine des réservoirs étaient les opérateurs du Port de la Pointe. L'exploitant a en effet transmis la fiche listant toutes les habilitations et certifications exigées pour un opérateur du Port de la Pointe : la compétence « Sait inspecter réservoirs et cuvettes de rétention (contrôles annuels) » est bien explicitée dans la liste des attendus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet la procédure encadrant l'acquisition de l'habilitation relative aux visites de routine des réservoirs (qui précise les modalités : compagnonnage, formations spécifiques...) pour les opérateurs du Port de la Pointe.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Ouvrages – État initial et inspections 04-10-10
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. [...]
Constats : L'inspection du 25 juin 2025 était principalement orientée sur les réservoirs, mais la maîtrise du vieillissement des cuvettes de rétention associées aux bacs a aussi été abordée. L'exploitant a en effet indiqué que jusqu'à fin 2024, les visites de routine des cuvettes étaient réalisées par les opérateurs (en même temps que les visites de routine des réservoirs). Mais il a souhaité mettre en place de nouvelles modalités de contrôle. Depuis le début de l'année 2025, les vérifications restent fondées sur le guide DT-92, mais elles sont réalisées par une société spécialisée, et validées par l'exploitant. Il a présenté le dernier rapport de visite de la cuvette de rétention du bac T403-05 (rétention commune à plusieurs réservoirs), dont la visite de routine a été réalisée le 29/04/2025 par la société spécialisée, puis le rapport a été validé par Lyondell le 05/05/2025, par la personne chargée de la mise en œuvre et du déploiement de ces nouvelles modalités. L'exploitant a présenté un fichier de suivi des désordres constatés sur les cuvettes de rétention du Port de la Pointe, avec les délais de réparations associés, délais déterminés sur la base du guide DT-92, selon l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contenu de la notice de réexamen EDD

Référence réglementaire : Avis ministériel du 08/02/2017, article II.6
Thème(s) : Risques accidentels, EDD – Contenu de la notice de réexamen
Prescription contrôlée : Avis ministériel du 8 février 2017 :

<p>Le réexamen de l'EDD a lieu au moins tous les cinq ans.</p> <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p> <p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue :</p> <p>[...]</p> <p>6. Le retour d'expérience en matière de maintien de l'intégrité, dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles pour les équipements qui y sont soumis.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 8 mars 2022, l'exploitant a transmis à l'administration la notice de réexamen de l'étude de dangers du site du Port de la Pointe. Dans son rapport daté du 18 avril 2025, l'inspection des installations classées a analysé le contenu de cette notice de réexamen.</p> <p>Concernant le maintien de l'intégrité des équipements visés par le plan de modernisation des installations industrielles, il est indiqué que : « La notice de réexamen de 2022 comporte la liste des équipements du Port de la Pointe soumis au PMII. Toutefois, celle-ci ne présente pas une synthèse du retour d'expérience des conclusions de vérifications périodiques menées. »</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément au rapport du 18 avril 2025, lors du prochain réexamen de son étude de dangers, l'exploitant explicitera une synthèse du retour d'expérience de ses conclusions sur le maintien de l'intégrité des équipements à la suite des vérifications périodiques menées dans le cadre du PMII.</p> <p>En particulier, cet exercice n'ayant pas été mené dans le cadre du réexamen remis en 2022, il est attendu que cette synthèse porte sur la période 2016 (remise du précédent réexamen quinquennal) - 2027 (année prévue pour la remise du prochain réexamen).</p> <p>Il est notamment attendu de l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'il produise un bilan des vérifications périodiques menées sur la période : nombre de contrôles réalisés, respect du plan d'inspection, bilan des résultats (nombre d'anomalies relevées...), suivi des actions correctives mises en œuvre, etc. - qu'il indique l'évolution éventuelle des connaissances en matière de modes de dégradation des équipements soumis à PMII, - qu'il présente les conclusions tirées de ce retour d'expérience sur le PMII et leur impact potentiel sur les conclusions de l'étude de dangers (au regard de la récurrence des désordres constatés et de leur impact sur les performances ou les probabilités de défaillances par exemple). <p>Dans le prochain réexamen, il est aussi attendu qu'il présente, au moins de façon succincte, les suites données aux conclusions de la tierce expertise rendue en 2019, concernant la maîtrise des risques liés au vieillissement et à la corrosion des réservoirs de liquides inflammables, notamment pour le site du Port de la Pointe.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>